

JUSTICE FISCALE : LE PLAN DE BATAILLE DES VERTS

(2019-2024)

Sans justice fiscale, difficile de combattre les inégalités. Lorsque les plus fortunés et les multinationales ne paient pas leurs impôts, c'est à nous qu'il incombe de payer la facture pour financer des services publics toujours plus menacés.

Mettons les paradis fiscaux hors de l'Europe. Ne laissons pas ces quelques pays prendre en otage l'intérêt général en bloquant tout progrès vers la justice fiscale.

Si je suis élu.e eurodéputé.e, je m'engage à lutter pour la justice fiscale et contre la criminalité financière au sein du groupe des Verts au Parlement européen.



1 Éliminer l'argent sale qui finance la criminalité en Europe : pour combattre le blanchiment d'argent, nous avons besoin de règles et d'organes européens plus forts, notamment une police financière européenne.

2 Adopter un plan d'action européen pour taxer les super-riches : les plus fortunés bénéficient aujourd'hui de privilèges fiscaux dans de nombreux États membres, laissant aux autres le soin de payer l'addition. L'impôt doit permettre de rétablir la justice fiscale en réduisant les inégalités.

3 Mettre fin aux visas dorés et à l'achat de citoyenneté : c'est un scandale que de riches étrangers puissent si simplement acheter la citoyenneté d'un État membre, trop souvent avec de l'argent sale. Nous devons interdire cette pratique.

4 Réglementer les conseillers fiscaux : au cœur de chaque scandale, les intermédiaires jouent un rôle-clé dans l'industrie de l'évasion fiscale. Nous avons besoin d'une réglementation plus stricte pour encadrer leur activité et leur influence dans la fabrication des lois.

5 Renforcer la transparence fiscale : nous devons savoir où les multinationales paient leurs impôts pour s'assurer que cela corresponde bien à ce qu'elles doivent payer et ainsi empêcher les transferts artificiels de profits d'une filiale à l'autre.

6 Obliger les multinationales à payer leur juste part d'impôts : les États membres se livrent à une concurrence fiscale vorace pour attirer les grandes entreprises. Arrêtons cette course vers le bas en mettant en place un taux d'imposition minimum sur les sociétés au niveau européen.



“ Plus de **530 000** personnes ont signé notre pétition appelant l'Union européenne à fermer les sociétés écrans et à sanctionner les banques après le scandale des Panama Papers (Avril 2016) ”

7 **Sanctionner les fraudeurs** : nous avons besoin d'une véritable liste noire européenne des paradis fiscaux avec des critères stricts et un processus transparent pour décider quels pays doivent y figurer. Aucun argent européen ne doit finir dans les paradis fiscaux.



8 **Adapter la fiscalité à l'ère du numérique** : l'évolution du numérique bouleverse les règles du jeu fiscal. Il est urgent d'adapter notre système de taxation au XXI^{ème} siècle avec de nouvelles définitions et mécanismes de redistribution.

9 **Mettre en place une fiscalité qui répond à l'urgence climatique** : nous devons utiliser les ressorts de la fiscalité pour encourager l'indispensable transition énergétique. Nous souhaitons une taxe carbone au niveau européen ainsi qu'une taxe sur le kérosène des avions et les transports les plus polluants.



10 **Mettre fin au verrou de l'unanimité** : ne laissons plus une poignée d'États membres bloquer tout progrès vers la justice fiscale. Nous devons utiliser tous les ressorts des Traités actuels pour dépasser la règle de l'unanimité en matière fiscale et donner plus de pouvoirs au Parlement européen.